



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
SECTEURS D'ACTIVITÉS	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2017	3
MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	4
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS	9
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	16
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	20
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	23

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA », « TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou « la société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs d'activités : la télédiffusion et production, les magazines et les services cinématographiques et audiovisuels. En télédiffusion et production, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter sept services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du second trimestre 2017 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 30 juin 2017 et 2016 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2016, de même qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2017.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion et production** inclut les activités du Réseau TVA (y compris la filiale et les divisions TVA Productions inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode, les sports et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines ainsi que les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia.
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels** (« MELS »), par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. et MELS Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios et d'équipements, de doublage ainsi que les services de postproduction et d'effets visuels.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2017

- Le 4 août 2017, le conseil d'administration de la Société a approuvé un projet d'agrandissement des studios MELS à Montréal afin de mieux répondre aux besoins accrus des producteurs internationaux et locaux.
- Le 1^{er} juin 2017, au cours du Gala des artisans Québec Cinéma 2017 récompensant l'excellence des œuvres cinématographiques du Québec, des artisans de MELS ont récolté l'Iris du Meilleur son pour leur travail sur *Two lovers and a Bear*.
- Le 15 mai 2017, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a renouvelé les licences de la Société pour toutes les stations de télévision conventionnelles du Réseau TVA et pour ses services spécialisés. Ces nouvelles licences sont valides jusqu'au 31 août 2022.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e) (« Résultats d'exploitation ajustés »)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres, les impôts sur le bénéfice et la part du bénéfice dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il (elle) constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1**Conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté présenté dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e) :				
Télédiffusion et production	5 076	\$ (2 431)	\$ 5 733	\$ (6 315)
Magazines	3 965	3 920	4 349	5 979
Services cinématographiques et audiovisuels	2 031	938	396	3 060
	11 072	2 427	10 478	2 724
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	8 919	8 920	17 742	17 354
Charges financières	637	866	1 272	1 836
Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres	4 118	708	4 950	1 160
Recouvrement d'impôts	(595)	(2 126)	(3 197)	(4 225)
Part du bénéfice dans les entreprises associées	(265)	(222)	(467)	(328)
Participation ne donnant pas le contrôle	128	(43)	80	(8)
Perte nette attribuable aux actionnaires	(1 870)	\$ (5 676)	\$ (9 902)	\$ (13 065)

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**Comparaison des deuxièmes trimestres 2017 et 2016**

Produits d'exploitation de 152 542 000 \$, en hausse de 8 313 000 \$ (5,8 %).

- Hausse de 12 191 000 \$ (11,6 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement à l'augmentation de 77,6 % des revenus publicitaires de la chaîne « TVA Sports », à l'augmentation de 6,7 % des revenus publicitaires du Réseau TVA ainsi qu'à la croissance de 21,7 % des revenus d'abonnement de « TVA Sports ».
- Baisse de 5 488 000 \$ (-18,8 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable aux baisses de 24,0 % et de 8,4 % respectivement pour les revenus publicitaires et les revenus d'abonnement des magazines comparables ainsi qu'à la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016.
- Hausse de 1 564 000 \$ (12,4 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), provenant essentiellement des revenus liés aux activités de location de studios et d'équipements.

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Télédiffusion et production	117 252	\$ 105 061	\$ 228 023	\$ 211 024
Magazines	23 709	29 197	45 158	56 684
Services cinématographiques et audiovisuels	14 214	12 650	25 778	28 162
Éléments intersectoriels	(2 633)	(2 679)	(5 293)	(6 118)
	152 542	\$ 144 229	\$ 293 666	\$ 289 752

Bénéfice d'exploitation ajusté de 11 072 000 \$, soit un écart favorable de 8 645 000 \$.

- Écart favorable de 7 507 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à la diminution de 30,2 % de la perte d'exploitation ajustée de la chaîne « TVA Sports » découlant de la croissance de ses revenus publicitaires et d'abonnement.
- Écart favorable de 45 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable aux économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours des derniers trimestres, lesquelles ont été légèrement supérieures à la baisse des produits d'exploitation.
- Écart favorable de 1 093 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté généré par la location de studios et d'équipements due à un volume d'activités plus élevé.

Tableau 3
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Télédiffusion et production	5 076	\$ (2 431)	\$ 5 733	\$ (6 315)
Magazines	3 965	3 920	4 349	5 979
Services cinématographiques et audiovisuels	2 031	938	396	3 060
	11 072	\$ 2 427	\$ 10 478	\$ 2 724

Perte nette attribuable aux actionnaires de 1 870 000 \$ (-0,04 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 5 676 000 \$ (-0,13 \$ par action de base et dilué) pour la même période de 2016.

- Cet écart favorable de 3 806 000 \$ (0,09 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 8 645 000 \$;
partiellement compensée par :
 - l'écart défavorable de 3 410 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres; et

- l'écart défavorable de 1 531 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les trimestres terminés les 30 juin 2017 et 2016.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels stable à 8 919 000 \$.

Charges financières de 637 000 \$, soit une baisse de 229 000 \$ qui s'explique essentiellement par :

- la comptabilisation d'un gain de change au cours du deuxième trimestre 2017 alors qu'une perte de change avait été constatée à la période correspondante de 2016; et
- une charge d'intérêts sur le passif net au titre des prestations définies moins élevée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 comparativement à la même période de 2016.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres de 4 118 000 \$ pour le second trimestre de 2017 comparativement à une charge de 708 000 \$ pour la période correspondante de 2016.

- Au cours du deuxième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une provision de 3 663 000 \$ pour des baux onéreux s'échelonnant jusqu'en juin 2022 relativement à des locaux inutilisés à la suite de la mise en place de plans de rationalisation dans le secteur magazines.
- Au cours de cette même période, la Société a également enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 483 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 219 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 261 000 \$ dans le secteur magazines et 3 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels.
- Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 498 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 404 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 76 000 \$ dans le secteur magazines et 18 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels.
- Au cours de cette même période, la Société avait également comptabilisé une perte de 198 000 \$ découlant de l'ajustement final d'une contrepartie conditionnelle reliée à la vente des activités d'édition de livres acquises de Transcontinental et simultanément cédées à Groupe Sogides inc., une société sous contrôle commun.

Recouvrement d'impôts de 595 000 \$ (taux effectif de 22,9 %) au second trimestre 2017 comparativement à un recouvrement d'impôts de 2 126 000 \$ (taux effectif de 26,4 %) pour la même période de 2016.

- La baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,8 % en 2017 et de 26,9 % en 2016 pour les deuxièmes trimestres de 2017 et de 2016 s'explique essentiellement par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 265 000 \$ au second trimestre 2017, comparativement à 222 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2016, soit un écart favorable de 43 000 \$ qui s'explique essentiellement par de meilleurs résultats financiers d'une société qui œuvre dans le domaine de la télévision.

Participation ne donnant pas le contrôle de 128 000 \$ au second trimestre 2017 contre -43 000 \$ au trimestre correspondant de 2016, soit un écart de 171 000 \$ expliqué par de meilleurs résultats financiers d'une société détenue à 51 % par une filiale de la Société.

Comparaison des six premiers mois de 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 293 666 000 \$, en hausse de 3 914 000 \$ (1,4 %).

- Hausse de 16 999 000 \$ (8,1 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) attribuable en grande partie à la croissance de 46,9 % des revenus publicitaires de la chaîne « TVA Sports » essentiellement au cours du second trimestre 2017 ainsi qu'à la croissance de 20,9 % de ses revenus d'abonnement. Cette hausse s'explique également par l'augmentation de 5,0 % des revenus publicitaires du Réseau TVA, compensée en partie par la diminution des revenus provenant de la vente de nos contenus ainsi que des activités de production commerciale.
- Baisse de 11 526 000 \$ (-20,3 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable aux baisses de 26,7 % et de 9,5 % respectivement pour les revenus publicitaires et les revenus en kiosque des magazines comparables ainsi qu'à la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016.
- Baisse de 2 384 000 \$ (-8,5 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due essentiellement à la diminution des revenus de location de studios et d'équipements au premier trimestre de 2017, compensée en partie par l'augmentation des revenus de toutes les autres activités de ce secteur dont une croissance de 51,8 % des revenus de services d'effets visuels.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 10 478 000 \$, soit un écart favorable de 7 754 000 \$.

- Écart favorable de 12 048 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à la diminution de 31,0 % de la perte d'exploitation ajustée de la chaîne « TVA Sports » telle qu'expliquée dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2017 et 2016 ainsi que par l'augmentation de 7,4 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA.
- Écart défavorable de 1 630 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), expliqué principalement par la baisse des produits d'exploitation, laquelle a été plus importante que les économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours des derniers trimestres.
- Écart défavorable de 2 664 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à la diminution du bénéfice d'exploitation ajusté généré par la location de studios et d'équipements au premier trimestre de 2017 alors qu'au trimestre correspondant de 2016, le secteur avait bénéficié du tournage d'une série américaine dans ses studios. Cet écart défavorable est compensé en partie par l'augmentation des résultats d'exploitation ajustés des activités de postproduction, de gestion d'actifs et de distribution, de doublage ainsi que d'effets visuels due à des volumes d'activités plus élevés.

Perte nette attribuable aux actionnaires de 9 902 000 \$ (-0,23 \$ par action de base et dilué) au cours des six premiers mois de 2017, comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 13 065 000 \$ (-0,30 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2016.

- Cet écart favorable de 3 163 000 \$ (0,07 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 7 754 000 \$; et
 - l'écart favorable de 564 000 \$ au niveau des charges financières;partiellement compensés par :
 - l'écart défavorable de 3 790 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres;
 - l'écart défavorable de 1 028 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts; et
 - l'écart défavorable de 388 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement.

- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les semestres terminés les 30 juin 2017 et 2016.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 17 742 000 \$, soit une légère hausse de 388 000 \$, essentiellement attribuable aux investissements effectués dans les installations et équipements de production en haute définition de certaines stations régionales ainsi que dans les nouveaux locaux de la station de Québec du Réseau TVA.

Charges financières de 1 272 000 \$, soit une baisse de 564 000 \$ qui s'explique principalement par :

- la comptabilisation d'un gain de change au cours du premier semestre 2017 alors qu'une perte de change avait été constatée à la période correspondante de 2016; et
- une charge d'intérêts sur le passif net au titre des prestations définies moins élevée pour la période de six mois terminée le 30 juin 2017 comparativement à la même période de 2016.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres de 4 950 000 \$ pour les six premiers mois de 2017 comparativement à une charge de 1 160 000 \$ pour la période correspondante de 2016.

- En plus des éléments mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres de 2017 et 2016, la Société avait, au cours du premier trimestre de 2017, enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 752 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 472 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 146 000 \$ dans le secteur magazines et 134 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (392 000 \$ au cours du premier trimestre 2016 dont 314 000 \$ dans le secteur magazines et 78 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels).

Recouvrement d'impôts de 3 197 000 \$ (taux effectif de 23,7 %) pour les six premiers mois de 2017, comparativement à un recouvrement d'impôt de 4 225 000 \$ (taux effectif de 24,0 %) pour la même période de 2016.

- Au premier semestre 2017, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,8 % s'explique principalement par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- Au premier semestre 2016, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique, entre autres, par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 467 000 \$ au cours des six premiers mois de 2017, comparativement à 328 000 \$ pour la période correspondante de 2016, soit un écart favorable de 139 000 \$ qui s'explique essentiellement par de meilleurs résultats financiers d'une société qui œuvre dans le domaine de la télévision.

Participation ne donnant pas le contrôle de 80 000 \$ au premier semestre de 2017 contre -8 000 \$ pour le semestre correspondant de 2016, soit un écart de 88 000 \$ expliqué par de meilleurs résultats financiers d'une société détenue à 51 % par une filiale de la Société.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télédiffusion et production

Comparaison des deuxièmes trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 117 252 000 \$, soit une augmentation de 12 191 000 \$ (11,6 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 77,6 % des revenus publicitaires de la chaîne « TVA Sports » occasionnée par la participation des Canadiens de Montréal aux séries éliminatoires de la LNH et aux bonnes cotes d'écoute pour l'ensemble des matchs;
 - la hausse de 21,7 % des revenus d'abonnement de « TVA Sports »;
 - la hausse de 6,7 % des revenus publicitaires du Réseau TVA; et
 - la hausse de 25,7 % des revenus provenant des activités de production commerciale;
- compensées en partie par :
- la baisse de 37,2 % des produits d'exploitation de TVA Films provenant principalement d'une diminution des ventes de droits de diffusion à l'étranger; et
 - la baisse de 7,9 % des revenus associés à la vente de nos contenus.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Tableau 4

Statistiques d'écoute du marché francophone

(Parts de marché en %)

Deuxième trimestre 2017 vs Deuxième trimestre 2016			
	2017	2016	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	23,9	23,4	0,5
SRC	11,1	11,1	-
V	6,1	7,0	-0,9
	41,1	41,5	-0,4
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	15,9	12,9	3,0
Bell Média	13,3	14,6	-1,3
Corus	7,5	8,7	-1,2
SRC	4,8	5,2	-0,4
Autres	5,2	4,9	0,3
	46,7	46,3	0,4
Total chaînes anglophones et autres :	12,2	12,2	-
Groupe TVA	39,8	36,3	3,5

Source : Numeris, Québec franco, 1^{er} avril au 30 juin 2017, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2017, les parts de marché de Groupe TVA ont été de 39,8 parts comparativement à 36,3 parts pour la période correspondante de 2016, soit une augmentation de 3,5 parts.

Le Réseau TVA a connu une croissance de ses parts de marché par rapport à la même période de 2016 pour atteindre 23,9 parts (+0,5 part), soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. La hausse des parts de marché du Réseau TVA est attribuable en grande partie à la stratégie de programmation de la Société, laquelle prévoyait, entre autres, une diffusion reportée dans l'année d'émissions générant de forts auditoires, notamment *La Voix*. Ainsi, le Réseau TVA a diffusé 3 des 5 émissions les plus regardées au Québec durant le deuxième trimestre 2017, dont *La Voix* qui s'est démarquée, une fois de plus, en se retrouvant en première et en deuxième positions avec des auditoires frôlant les 2,2 millions de téléspectateurs.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 15,9 parts pour le deuxième trimestre de 2017 comparativement à 12,9 parts pour la même période de 2016, soit une augmentation de 3,0 parts. Cette hausse provient essentiellement de la chaîne « TVA Sports » avec une croissance de 1,8 part découlant, entre autres, de la participation des Canadiens de Montréal aux séries éliminatoires de hockey de la Coupe Stanley. Ces matchs font partie du top 5 des émissions les plus regardées au Québec durant le deuxième trimestre de 2017. De plus, « TVA Sports » a battu un record en enregistrant les meilleures cotes d'écoute des matchs de la série finale de la Coupe Stanley depuis 2008. Les parts de marché de la chaîne de nouvelles et d'affaires publiques « LCN » ont augmenté de 0,8 part pour s'établir à 4,5 parts alors que la chaîne « Prise 2 » a connu une croissance de 0,7 part pour atteindre près de 2,0 parts.

Charges d'exploitation de 112 176 000 \$, soit une augmentation de 4 684 000 \$ (4,4 %), expliquée principalement par :

- la hausse de 6,6 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant principalement d'une augmentation des coûts de contenu et des charges d'exploitation reliées à la production commerciale en lien avec le niveau d'activités plus élevé;
- la hausse de 3,8 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » découlant essentiellement de l'augmentation des commissions sur ventes publicitaires, des coûts de publicité et de promotion ainsi que des coûts de production;
- la hausse de 6,8 % des charges d'exploitation de la chaîne « LCN »; et
- les charges d'exploitation de la nouvelle plateforme TVA.ca mise en ligne au quatrième trimestre de 2016;

compensées en partie par :

- la baisse des charges d'exploitation de la division TVA Films provenant principalement d'une diminution des frais variables liée à des ventes de droits de diffusion à l'étranger.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 5 076 000 \$, soit une variation favorable de 7 507 000 \$, expliquée principalement par :

- la diminution de 30,2 % de la perte d'exploitation ajustée provenant de la chaîne « TVA Sports »;
- l'augmentation de 38,1 % du bénéfice d'exploitation ajusté des chaînes spécialisées autres que « TVA Sports » et « LCN »; et
- l'augmentation de 3,7 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA;

compensées en partie par :

- la diminution de 21,7 % du bénéfice d'exploitation ajusté de la chaîne « LCN »; et
- la perte d'exploitation ajustée générée par la nouvelle plateforme TVA.ca.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 102,3 % pour le second trimestre 2016 à 95,7 % pour la même période de 2017. Cette baisse provient principalement de la chaîne « TVA Sports » avec l'augmentation de ses revenus d'exploitation telle que mentionnée ci-dessus.

Comparaison des six premiers mois de 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 228 023 000 \$, soit une augmentation de 16 999 000 \$ (8,1 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 46,9 % des revenus publicitaires provenant de la chaîne « TVA Sports », majoritairement au second trimestre de 2017;
 - la hausse de 12,2 % des revenus d'abonnement excluant la chaîne « Argent » qui a cessé ses activités en avril 2016, dont des croissances de 20,9 %, 7,9 % et 4,2 % respectivement pour « TVA Sports », « MOI&cie » et « Casa »; et
 - la hausse de 5,0 % des revenus publicitaires du Réseau TVA;
- compensées en partie par :
- la baisse de 9,9 % des revenus associés à la vente de nos contenus; et
 - la baisse de 8,0 % des revenus de production commerciale.

Charges d'exploitation de 222 290 000 \$, soit une augmentation de 4 951 000 \$ (2,3 %), expliquée principalement par :

- la hausse de 3,7 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » découlant essentiellement des mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2017 et 2016;
 - la hausse de 1,8 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant principalement d'une augmentation des coûts de contenu;
 - la hausse de 5,3 % des charges d'exploitation de la chaîne « LCN »; et
 - les charges d'exploitation de la nouvelle plateforme TVA.ca mise en ligne au quatrième trimestre de 2016;
- compensées en partie par :
- la baisse de 7,5 % des charges d'exploitation des chaînes spécialisées autres que « TVA Sports » et « LCN » provenant principalement de la chaîne « Yoopa » ainsi que de la fermeture de la chaîne « Argent » en avril 2016.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 5 733 000 \$, soit une variation favorable de 12 048 000 \$, expliquée principalement par :

- la baisse de 31,0 % de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », laquelle s'explique par l'augmentation plus importante de ses revenus d'exploitation que la hausse de ses charges d'exploitation telle que mentionnée ci-dessus;
- la hausse de 66,8 % du bénéfice d'exploitation ajusté des chaînes spécialisées autres que « TVA Sports » et « LCN »; et
- la hausse de 7,4 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA;

compensées en partie par :

- la perte d'exploitation ajustée générée par la nouvelle plateforme TVA.ca mise en ligne au quatrième trimestre de 2016; et
- la baisse de 15,6 % du bénéfice d'exploitation ajusté de « LCN ».

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 103,0 % pour le premier semestre 2016 à 97,5 % pour la même période de 2017. Cette diminution provient principalement de la chaîne « TVA Sports » et découle essentiellement de l'augmentation de ses produits d'exploitation.

Magazines

Comparaison des deuxièmes trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 23 709 000 \$, soit une baisse de 5 488 000 \$ (-18,8 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 24,0 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables, essentiellement pour la catégorie « Féminin » et les revenus publicitaires numériques;
- la diminution des revenus d'édition sur mesure due à un volume d'activités moindre;
- la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016; et
- la baisse de 8,4 % des revenus d'abonnement pour les magazines comparables, essentiellement pour la catégorie « Féminin » notamment le magazine *Canadian Living*.

Fonds du Canada pour les périodiques

Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 12,6 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2017 (10,6 % pour la période correspondante de 2016).

Statistiques de lectorat et de parts de marché

Avec 3,3 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres francophones, Groupe TVA est l'éditeur de magazines francophones numéro 1 au Québec et un joueur de premier plan dans le marché des magazines au Canada avec 10,1 millions de lecteurs multiplateformes. Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, s'avère le plus populaire avec 621 000 lecteurs multiplateformes chaque semaine.

Référence canadienne en art de vivre, « Canadian Living » demeure le magazine le plus populaire chez les femmes au Canada et détient près de 4,1 millions de lecteurs multiplateformes tandis que son pendant francophone, « Coup de pouce », est le magazine francophone en version papier le plus populaire auprès du lectorat féminin et rejoint 1,5 million de lecteurs toutes plateformes confondues.

« ELLE Canada » occupe le premier rang au pays des magazines consacrés à la mode et à la beauté avec près de 1,8 million de lecteurs sur toutes les plateformes alors qu'au Québec, « Clin d'œil » est le magazine de mode beauté numéro 1 avec 632 000 lecteurs toutes plateformes confondues.

Finalement, « The Hockey News » maintient sa grande popularité auprès des amateurs de sports et s'avère la référence de choix pour près de 1,5 million de lecteurs à chaque édition.

Source: Vividata, Q1 2017, Total Canada, 12+

Charges d'exploitation de 19 744 000 \$, soit une baisse de 5 533 000 \$ (-21,9 %), principalement attribuable :

- à la diminution des charges d'exploitation reliées au volume d'activités moindre au niveau de l'édition sur mesure;
- à la diminution des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016; et
- aux économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours des derniers trimestres.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 3 965 000 \$, soit une légère variation favorable de 45 000 \$, expliquée principalement par des économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses légèrement supérieures à la baisse des produits d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 83,3 % pour le second trimestre de 2017 contre 86,6 % pour la même période de 2016. Cette diminution s'explique principalement par les économies générées par les différents plans de rationalisation.

Comparaison des six premiers mois de 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 45 158 000 \$, soit une baisse de 11 526 000 \$ (-20,3 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 26,7 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables, essentiellement pour les catégories « Féminin » et « Artistiques » ainsi que les revenus publicitaires numériques;
- la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016;
- la diminution des revenus d'édition sur mesure due à un volume d'activités moindre; et
- la baisse de 9,5 % des revenus en kiosque pour les magazines comparables, essentiellement pour la catégorie « Artistiques » notamment les magazines *La Semaine* et *7 Jours*.

Charges d'exploitation de 40 809 000 \$, soit une baisse de 9 896 000 \$ (-19,5 %), principalement attribuable :

- à la diminution des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016;
- à la diminution des charges d'exploitation reliées au volume d'activités moindre au niveau de l'édition sur mesure; et
- aux économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours des derniers trimestres.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 4 349 000 \$, soit une variation défavorable de 1 630 000 \$, expliquée principalement par la baisse des produits d'exploitation, laquelle a été plus importante que les économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) sont relativement stables, passant de 89,5 % pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2016 à 90,4 % pour la même période se terminant le 30 juin 2017.

Comparaison des deuxièmes trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 14 214 000 \$, soit une augmentation de 1 564 000 \$ (12,4 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 25,7 % des revenus de location de studios et d'équipements découlant de l'arrivée dans les studios de la production hollywoodienne *X-Men* ainsi que du tournage de la série télévisée américaine *The Bold Type* alors que le tournage de la série américaine *Quantico* avait pris fin au début du deuxième trimestre 2016;
- la croissance de 17,0 % des revenus de doublage; et
- la croissance de 34,9 % des revenus associés aux activités de gestion d'actifs et distribution;
compensées en partie par :
- la baisse de 15,6 % des revenus de postproduction due à un volume d'activités moindre.

Charges d'exploitation de 12 183 000 \$, soit une hausse de 471 000 \$ (4,0 %). Cette hausse est expliquée principalement par :

- la hausse de 37,0 % des charges d'exploitation reliées aux effets visuels; et
- la hausse de 10,4 % des charges d'exploitation reliées à la location de studios et d'équipements découlant essentiellement du volume d'activités plus élevé;
compensées en partie par :
- la baisse de 14,9 % des charges d'exploitation reliées à la postproduction découlant principalement d'un niveau d'activités moins élevé.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 2 031 000 \$, soit une variation favorable de 1 093 000 \$, expliquée principalement par la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté découlant d'un volume d'activités plus élevé au niveau de la location de studios et d'équipements telle que mentionnée précédemment. Les activités de gestion d'actifs et de distribution ainsi que de doublage ont également contribué à la hausse, compensée par l'augmentation de la perte d'exploitation ajustée au niveau des effets visuels.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 92,6 % pour le deuxième trimestre 2016 à 85,7 % pour le deuxième trimestre 2017. Cette diminution provient essentiellement de l'augmentation des revenus plus importante que l'augmentation des charges provenant de la location de studios et d'équipements.

Comparaison des six premiers mois de 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 25 778 000 \$, soit une diminution de 2 384 000 \$ (-8,5 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 31,0 % des revenus provenant de la location de studios et d'équipements due à un volume d'activités moins élevé au premier trimestre 2017;
compensée en partie par :
- la hausse des revenus de toutes les autres activités de ce secteur due à des niveaux d'activités plus élevés, en particulier en ce qui a trait aux services d'effets visuels qui ont connu une augmentation de 51,8 % de leurs produits d'exploitation.

Les opérations de ce secteur d'activités sont fortement dépendantes de la disponibilité des studios et des équipements ainsi que de la possibilité de rencontrer les besoins des producteurs durant leurs périodes de tournage. De façon générale, le premier trimestre de l'année est une période où les activités sont habituellement réduites et les studios et équipements disponibles. Paradoxalement, au premier trimestre de 2016 la Société avait bénéficié du tournage de la série *Quantico* pour réaliser des résultats favorables pour cette période de l'année.

De plus, la production d'envergure *X-Men* qui est actuellement en tournage au sein de nos studios et qui sollicite la majorité de nos installations ainsi qu'une portion importante de nos équipements, a débuté ses activités plus tardivement cette année, ce qui a contribué à la variation des résultats trimestriels de ce secteur d'activités.

Charges d'exploitation de 25 382 000 \$, soit une hausse de 280 000 \$ (1,1 %). Cette hausse est expliquée principalement par :

- la hausse de 32,7 % des charges d'exploitation reliées aux services d'effets visuels;

compensée en partie par :

- les baisses de 4,8 % et de 3,2 % respectivement des charges d'exploitation reliées aux activités de location de studios et d'équipements ainsi que de postproduction.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 396 000 \$, soit une variation défavorable de 2 664 000 \$, expliquée principalement par :

- la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté au niveau de la location de studios et d'équipements due à un volume d'activités moindre;

compensée en partie par :

- la hausse des résultats d'exploitation ajustés découlant des volumes d'activités accrus au niveau de la gestion d'actifs et distribution, de la postproduction, du doublage et des effets visuels.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 89,1 % pour le premier semestre 2016 à 98,5 % pour le premier semestre 2017. Cette augmentation provient essentiellement de la diminution des produits d'exploitation de ce secteur pour le premier semestre 2017 par rapport à la période correspondante en 2016 ainsi que de la structure des charges d'exploitation des activités de location, laquelle demeure majoritairement fixe peu importe le niveau d'activités.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 juin		30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	6 497	7 540	(14 917)	2 764
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(5 836)	(3 852)	(11 924)	(17 242)
Disposition d'entreprise	-	222	-	222
Diminution des placements	57	293	57	293
Autres	15	1	10	22
Remboursement (augmentation) de la dette nette	733	4 204	(26 774)	(13 941)
	30 juin 2017		31 décembre 2016	
Situation à la fin :				
Dette à long terme		64 817		62 561
Instrument financier dérivé		133		322
Dette échéant à court terme		8 437		6 562
Découvert bancaire		6 631		-
Moins : espèces		(1 018)		(17 219)
Dette nette		79 000		52 226

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 6 497 000\$, en baisse de 1 043 000 \$ pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2017 par rapport à la période correspondante de 2016 principalement dû à :

- la variation nette défavorable au niveau des débiteurs pour 25 117 000 \$ et au niveau des droits à payer pour 10 701 000 \$;
- compensée en partie par :
 - la variation nette favorable de 16 172 000 \$ au niveau des créditeurs et charges à payer, de 7 103 000 \$ au niveau des émissions, droits de diffusion et stocks ainsi que de 2 490 000 \$ au niveau des charges payées d'avance; et
 - la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 8 645 000 \$.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en baisse de 17 681 000 \$ pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2017 par rapport à la même période de 2016 principalement dû à :

- la variation nette défavorable au niveau des débiteurs pour 23 190 000 \$ et de 17 109 000 \$ au niveau des droits à payer;

compensée en partie par :

- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 7 754 000 \$; et
- la variation nette favorable au niveau des revenus reportés pour 6 709 000 \$, de 5 487 000 \$ au niveau des émissions, droits de diffusion et stocks ainsi que de 2 857 000 \$ au niveau des actifs et passifs d'impôts exigibles.

Fonds de roulement de 10 202 000 \$ au 30 juin 2017 comparativement à un fonds de roulement de 12 899 000 \$ au 31 décembre 2016. Cet écart défavorable de 2 697 000 \$ est principalement attribuable à la baisse des espèces et des émissions, droits de diffusion et stocks ainsi qu'à l'augmentation du découvert bancaire, compensées en partie par la diminution des droits de diffusion à payer, des créditeurs et charges à payer et des revenus reportés ainsi que par l'augmentation des débiteurs.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 5 836 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 3 852 000 \$ pour la même période de 2016, soit une hausse de 1 984 000 \$ (51,5 %). Cette hausse est principalement attribuable à l'acquisition d'équipements destinés à la location pour répondre aux besoins des producteurs présents actuellement dans nos studios de tournage ainsi qu'à l'acquisition d'équipements techniques pour poursuivre la conversion à la haute définition de toutes les stations régionales.

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 11 924 000 \$ pour les six premiers mois de 2017, comparativement à 17 242 000 \$ pour la même période de 2016, soit une baisse de 5 318 000 \$ (-30,8 %). Cette baisse est principalement attribuable aux investissements particulièrement importants effectués au premier semestre 2016 pour les équipements techniques et l'aménagement des nouveaux locaux de la station de Québec du Réseau TVA ainsi qu'à la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créditeurs et charges à payer lesquelles se chiffraient à 3 735 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2016 comparativement à 886 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2017.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2017, la Société a procédé à l'acquisition d'équipements destinés à la location telle que mentionnée ci-dessus, a remis à neuf le système de ventilation d'un des complexes de studios de tournage en plus d'avoir procédé à l'aménagement de nouveaux locaux pour répondre à la croissance envisagée des activités de postproduction et d'effets visuels. La Société a également poursuivi ses investissements dans les installations et les équipements de production en haute définition de certaines stations régionales.

Disposition d'entreprise de 222 000 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 juin 2016. Dans le cadre de la transaction avec Transcontinental inc. conclue le 12 avril 2015, la Société avait simultanément cédé les activités acquises d'édition de livres à Groupe Sogides inc., une société sous contrôle commun, pour une somme équivalente au prix payé, soit un prix convenu de 720 000 \$ dont 300 000 \$ en espèces ainsi qu'une contrepartie conditionnelle à recevoir évaluée à 420 000 \$ au cours du quatrième trimestre de 2015. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2016, la Société a encaissé un montant de 222 000 \$ à titre de contrepartie conditionnelle finale et a donc enregistré une perte de 198 000 \$ dans ses frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres pour refléter la variation de valeur de cette contrepartie.

Variation nette des placements de 57 000 \$ durant le deuxième trimestre et le premier semestre de 2017, comparativement à 293 000 \$ pour les mêmes périodes de 2016. Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de 2017, la Société a encaissé un montant de 57 000 \$ lié à un placement de portefeuille alors qu'au cours des périodes correspondantes de 2016, la Société avait encaissé un montant de 293 000 \$ lié à un placement dans une société associée.

Activités de financement

Dette à long terme (excluant les frais de financement reportés) en hausse à 73 639 000 \$ au 30 juin 2017, comparativement à 69 607 000 \$ au 31 décembre 2016. La différence découle principalement de la variation reliée au paiement de certains droits de diffusion.

Situation financière au 30 juin 2017

Liquidités disponibles nettes de 137 537 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 143 150 000 \$ ainsi que des espèces de 1 018 000 \$, moins un découvert bancaire de 6 631 000 \$.

Au 30 juin 2017, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6
Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA
Périodes de 12 mois terminées les 30 juin
(en milliers de dollars)

2018	8 437	\$
2019	17 631	
2020	47 571	
Total	73 639	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 2,0 années au 30 juin 2017 (2,4 années au 31 décembre 2016). La dette était constituée en totalité de dettes à taux variable au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016. La Société utilise un swap de taux d'intérêt pour fixer les déboursés d'intérêts futurs sur une tranche de 30 250 000 \$ de son prêt à terme garanti qui porte intérêt à un taux variable.

La Société dispose également d'un crédit rotatif de 150 000 000 \$ qui a été renouvelé le 3 novembre 2014 et venant à échéance le 24 février 2019. Au 30 juin 2017, une somme de 6 850 000 \$ avait été prélevée sur le crédit rotatif alors qu'au 31 décembre 2016, aucun montant n'avait été prélevé sur ce dernier.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 juin 2017, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2017

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 30 juin 2017 et 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

	30 juin 2017	31 décembre 2016	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>				
Espèces	1 018 \$	17 219 \$	(16 201)	\$ Impact d'une gestion serrée de la trésorerie à la fin de l'exercice 2016 et du versement supplémentaire de mensualités relativement à certains droits de diffusion.
Débiteurs	153 642	142 663	10 979	Impact de l'augmentation des produits d'exploitation du secteur télédiffusion et production.
Émissions, droits de diffusion et stocks	63 626	77 628	(14 002)	Impact de la différence entre le paiement et l'imputation aux résultats des droits de diffusion.
<u>Passif</u>				
Droits de diffusion à payer	79 029 \$	92 627 \$	(13 598)	\$ Impact du versement supplémentaire de mensualités relativement à certains droits de diffusion.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2017, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	8 437	\$ 65 202	\$ -	\$ -	\$ 73 639
Paiement d'intérêts ¹	2 595	2 606	-	-	5 201
Droits de diffusion	192 862	163 133	143 618	268 870	768 483
Autres engagements	17 394	19 127	4 336	2 876	43 733
Total	221 288	\$ 250 068	\$ 147 954	\$ 271 746	\$ 891 056

¹Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 juin 2017 sur l'emprunt à terme rotatif et incluent les frais de disponibilité sur celui-ci.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications inc. concernant les droits de diffusion francophones de la LNH pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du second trimestre 2017, la Société a vendu des espaces publicitaires et des droits de diffusion, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 26 042 000 \$ (22 521 000 \$ au second trimestre 2016).

Pour le deuxième trimestre de 2017, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 12 904 000 \$ (12 203 000 \$ pour le second trimestre de 2016).

De plus, au cours du deuxième trimestre 2017, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 1 015 000 \$ (1 095 000 \$ au deuxième trimestre 2016). Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également assumé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 855 000 \$ pour le second trimestre de 2017 (955 000 \$ pour le second trimestre de 2016).

Au cours des six premiers mois de 2017, la Société a vendu des espaces publicitaires et des droits de diffusion, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 49 398 000 \$ (48 517 000 \$ pour les six premiers mois de 2016).

Pour les six premiers mois de 2017, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 24 896 000 \$ (23 841 000 \$ pour les six premiers mois de 2016).

De plus, au cours du premier semestre 2017, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 1 850 000 \$ (2 080 000 \$ au premier semestre 2016).

La Société a également assumé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 710 000 \$ pour les six premiers mois de 2017 (1 910 000 \$ pour les six premiers mois de 2016).

Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société. De plus, 252 717 options d'achat d'actions classe B de la Société étaient en circulation au 18 juillet 2017.

Tableau 9
Nombre d'actions en circulation au 18 juillet 2017
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

Juste valeur des instruments financiers

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et se détaille comme suit :

- niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- niveau 3 : les données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé sont fondées sur un modèle d'évaluation en utilisant les données du niveau 2. Les justes valeurs sont fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments financiers similaires comportant la même échéance.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

Tableau 10
Juste valeur des instruments financiers
(en milliers de dollars)

	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Instrument financier dérivé	133 \$	133 \$	322 \$	322 \$
Dette à long terme ¹	73 639	73 639	69 607	69 607

¹La valeur comptable de la dette à long terme exclut les frais de financement reportés.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2017, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été identifiée par la direction.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques reliés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels), les risques reliés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique, les risques reliés à la capacité d'adaptation de la Société face à l'évolution technologique rapide et aux nouvelles formes de diffusion ou de stockage ainsi que les risques reliés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez-vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupetva.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2016 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 4 août 2017 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 4 août 2017

Tableau 11
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2017		2017		2016		2016	
	30 juin		31 mars		31 déc.		30 sept.	
Exploitation								
Produits d'exploitation	152 542	\$	141 124	\$	169 522	\$	131 592	\$
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)	11 072	\$	(594)	\$	21 984	\$	20 693	\$
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux actionnaires	(1 870)	\$	(8 032)	\$	5 717	\$	(32 507)	\$
Données par action de base et diluée								
Résultat par action de base et diluée	(0,04)	\$	(0,19)	\$	0,13	\$	(0,75)	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206		43 206		43 206		43 206	
<hr/>								
	2016		2016		2015		2015	
	30 juin		31 mars		31 déc.		30 sept.	
Exploitation								
Produits d'exploitation	144 229	\$	145 523	\$	165 429	\$	138 523	\$
Bénéfice d'exploitation ajusté	2 427	\$	297	\$	16 846	\$	30 864	\$
Perte nette attribuable aux actionnaires	(5 676)	\$	(7 389)	\$	(1 472)	\$	(36 455)	\$
Données par action de base et diluée								
Résultat par action de base et diluée	(0,13)	\$	(0,17)	\$	(0,03)	\$	(0,84)	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206		43 206		43 206		43 206	

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dû, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public et aux besoins de production des producteurs internationaux et locaux. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion et production, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en service de production des producteurs internationaux et locaux.

Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.